



Interview du Secrétaire Général du CPD «NOUS VOULONS ETABLIR LE PONT **ENTRE LES SECTEURS PRIVE ET PUBLIC POUR ASSAINIR LE CLIMAT DES AFFAIRES ET SECURISER LES RECETTES DE L'ETAT.»**

TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



Retour en force du Gaulois sur la terre de ses aïeux

- LES RAISONS D'UN IMPROBABLE CONSENSUS SUR L'AMELIORATION DU CADRE ELECTORAL
- Grande rencontre d'information et de sensibilisation en faveur des femmes LA SYNERGIE D'ACTIONS POUR L'EQUITE GENRE A **KARA CE 19 MAI 2012**
- Le Civisme Aujourd'hui

JE SUIS TOGOLAIS POUR LE TRAVAIL, LA LIBERTE ET **LA PATRIE**

UNIR en campagne d'échange et la Région Maritime

FAURE ACCUEIL A TSEVIE P 3

Archivage Numérique-GED -Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing

Tél.: +228 261-60-71 - Fax: +228 261-60-70

Objectif 2015 : Zéro papier !





TRANSFERIT OF CREDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le **réseau de TOGO TELECOM**

Pour transférer du crédit de communication Taper le 8822 * montant à transférer * numéro bénéficiaire du transfert * mot de passe #



Exemple: 8822*500*22534401*0000000# Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : 100 F CFA

Montant maximum à transférer par opération : 5 000 F CFA.



Service client: 112

Dérangement : 119

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale Avenue Nicolas GRUNTZKY, ancien siège Tél: (228) 22 21 47 14

Espace HELIM Ancien immeuble S3G Tél : (228) 22 20 32 06 Espace Telecom AGOE NYIVE Juste après la Brasserie BB Tèl : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME Face Église d'Adidogomé Tél: (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME Face mosquee de l'ex Zongo Tél: (228) 22 23 16 67 Espace Telecom ANANI SANTOS Carrefour Fréau Jardin Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO Espace HELIM, ancien immeuble S3G Tél: (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT Près du Rond-Point du PAL Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE Près du grand marché de NDANYI Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO Dans le bâtiment de l'UTB Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME Près de la Préfecture Tél : (228) 24 41 00 50 Espace Telecom ATAKPAME Face à la station TOTAL Tél: (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE Face au marché - Après CNSS Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA Près du stade Municipal Tél: (228) 26 60 00 60 Espace Telecom DAPAONG Face au commissariat Tél: (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg

Retour en force du Gaulois sur la terre de ses aïeux FRANÇOIS FAIT POUSSER DES AILES PRESIDENTIELLES A KOFI



Il était connu au Togo pour ses quelques rares actions dans l'éducation dans sa région natale, le grand Bassar, mais depuis plus de deux ans c'est sur le terrain politique que l'homme s'est montré plus actif. En effet, il fut candidat aux élections présidentielles du 4 mars 2010. Après le rejet de sa candidature pour des incohérences sur son acte de naissance, il a porté à bout de bras la candidature de Jean Pierre Fabre qu'il a d'ailleurs déclaré vainqueur à l'issu du vote. L'homme a par la suite semblé trouver son créneau dans le FRAC où il a frotté avec le grand public et les premiers bains de foule populaire avec ses multiples apparitions lors des marches, certaines fois aux bras de son épouse. Très espiègle, il a très vite flairé l'échec de ses marches et a rejoint son paradis doré, la France. Là il s'est reconverti en Français bleublanc-rouge pour une fois encore soutenir la candidature de François Hollande qui lui a d'ailleurs fait confiance en sollicitant ses conseils sur les questions africaines au sein du comité de campagne du Parti socialiste français.

Chose plus étonnante aujourd'hui, le patron de Sursaut-Togo vient d'annoncer sa candidature pour les prochaines présidentielles, au Togo bien sûr, prévues pour 2015. Mercredi dernier au micro de nos confrères de RFI, il déclarait : "Je vais encore tenter de présenter ma candidature en 2015 au Togo parce que j'estime qu'il est de mon devoir d'apporter aux togolais ce que je sais faire, mon expérience et mon savoir

dans la pratique de la démocratie". Deux jours avant c'est sur une radio locale qu'il se déclarait un «socialiste sans frontière » qui ne demandait qu'à mettre son expérience et sa maîtrise de la pratique démocratique au service de son pays. Les togolais lisent dans cette déclaration avant l'heure un mépris de leurs préoccupations. En effet, à l'heure où toute la classe politique est en ébullition pour préparer un cadre acceptable pour les législatives de cette année et les présidentielles de 2015, notre « frère noir » Kofi qui n'a pas fini de sabler le champagne de la victoire de François, son candidat, se lance déjà dans une autre campagne, trop précoce et avec une particulière excitation. Kofi Yamgnane est toujours dans l'euphorie de la campagne présidentielle française et est plus que pressé de voir son tour arriver au Togo. Le Togolais qui définissait, il y a peu, son candidat comme le Président de la rupture avec la Françafrique, veut être le premier à profiter de cette pieuvre aux dangereuses ramifications et aux actions contestées sur le continent noir. Rassuré que la politique africaine se définissait en France, il profite de l'arrivée de son mentor François Hollande aux affaires, il sollicite déjà à cor et à cri le pouvoir togolais, il le revendique presque comme une prime en guise de remerciement pour service rendu. L'exemple de Kofi Yamgnane nous rappelle celui très récent du leader de l'Union des Forces du Changement, Gilchrist Olympio qui

ne rentrait au bercail que pour les moments forts. Sauf que dans ce cas, Gilchrist Olympio était plus célèbre et avait quelques raisons de s'absenter. Aujourd'hui, tout ce beau monde vit et se déplace librement à Lomé. On se demande alors ce qui chasse Yamgnane du Togo. Pourquoi le Gaulois ne vient-il pas participer aux discussions inter togolaises pour l'amélioration du cadre électoral et les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Peut-être qu'il est plus à l'aise entre deux terrains de chasse, oubliant bien souvent qu'en Afrique comme ailleurs qui va à la chasse perd sa place.

Aujourd'hui, avec cette déclaration de candidature avant l'heure, c'est le FRAC qui prend un grand coup. Et ce sont les leaders de ce regroupement qui croient comme lui que le pouvoir vient de la France qui doivent se faire du souci sur les nouvelles ambitions réaffirmées de M. Yamgnane. On se souvient qu'il y a deux ans, tous ne juraient que par lui dans l'espoir qu'il leur apporte le soutien de la France. Le schéma est tout autre à l'heure actuelle et l'affiliation de Jean Pierre Fabre à l'internationale Socialiste ne va pas changer grand chose à la position du « socialiste sans frontière » Yamgnane. Seule une proposition de poste du Président François au breton Kofi pourra épargner l'opposition d'une lutte interne qui fonde ses forces et convictions sur une Françafrique qu'elle-même combattait, il y a encore quelques jours.

Pablo ZOUBE

Interview du Secrétaire Général du CPD

«NOUS VOULONS ETABLIR LE PONT ENTRE LES SECTEURS PRIVE ET PUBLIC POUR ASSAINIR LE CLIMAT DES AFFAIRES ET SECURISER LES RECETTES DE L'ETAT.»

Dans notre dernière parution, nous annoncions la naissance du Cadre des Partenaires Privés des Douanes. Aujourd'hui, votre journal vous livre les avantages d'un tel cadre pour les membres; les domaines d'intervention et les perspectives du CPD à travers une interview accordée à son Secrétaire Général M. KPODAR.

TOGOREVEIL: M. Kpodar, vous êtes le Secrétaire Général du Cadre des partenaires privés des douanes et également celui de l'Union Professionnelle des Agréés en Douane. Quels avantages tire-t-on en appartenant au CPD?

M. Kpodar: Le Cadre des partenaires privés des douanes est une initiative de l'UPRAD. Ceci dit, l'idée qui sous-tend la création d'un tel Cadre est de rendre plus dynamiques, plus fiables et plus compétitifs les différents acteurs intervenant dans le milieu du transit au Togo. Donc appartenir à un tel Cadre ne peut que rendre plus concurrentielles vos activités et vous ouvrir facilement d'autres horizons.

TOGOREVEIL: Monsieur le Secrétaire Général, dites-nous quels sont les domaines d'intervention du CPD?

M. Kpodar: Les domaines d'intervention du CPD, surtout en se basant sur le climat des affaires dans notre pays sont multiformes. Tout d'abord, c'est d'établir un dialogue entre les secteurs privé et public. Etablir ce pont nous permettra d'assainir le climat des affaires, d'assurer la protection des marchandises en facilitant les formalités douanières et portuaires et d'assurer la sécurité de ce flux de marchandises qui transite dans notre pays en direction des pays de l'hinterland. Nous avons un port en eau profonde, cela nous permet d'avoir un créneau pour acheminer les marchandises en toute sécurité. L'autre point est de sécuriser les recettes de l'Etat. Par ailleurs, nous nous sommes fixés aussi comme domaine d'intervention le renforcement des capacités des transitaires, des transporteurs et des conducteurs. Nous voulons les professionnaliser pour que les



marchandises ne soient plus détournées en cours de route mais puissent arriver à bon port.

TOGOREVEIL: Quelles sont les perspectives?

M. Kpodar: Les perspectives, je dirai que ce sont nos domaines d'interventions. Mais aussi, nous visons la modernisation des procédures douanières et partant la transparence et la célérité dans le traitement des opérations commerciales. Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique commerciale et, comme nous sommes aujourd'hui dans le monde des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), outiller tous les membres du CPD à cet effet. Ensuite, nous visons à acquérir un parc automobile moderne pour nos transporteurs. Avoir les acteurs commerciaux à niveau est aussi l'un de nos soucis. Donc nous projetons mettre un accent sur la formation continue de nos membres.

TOGOREVEIL : Un mot à l'endroit des commissionnaires agréés en douanes

M. Kpodar: Je voudrais leur dire que ce Cadre est le leur. Ils doivent se l'approprier. C'est vrai que, lorsqu'une organisation comme la nôtre vient sur le terrain, on attend de voir ce qu'elle peut faire. Je saisis cette occasion pour réaffirmer que le Cadre des partenaires privés des douanes fait déjà ses preuves sur le terrain et est au service de tous. Nous avons besoin du soutien de tout le monde pour atteindre nos objectifs.

Je vous remercie.

Propos recueillis par Patrick NIMA

UNIR en campagne d'échange et de sensibilisation dans la Région Maritime



FAURE ACCUEILLI A TSEVIE lercredi 16 Avril dernier, veille de l'Ascension, a été jour choisi par les nouveaux cadres du parti UNIR, ve à la uritâte la Chaf de l'Estat pour repontror les

Mercredi 16 Avril dernier, veille de l'Ascension, a été le jour choisi par les nouveaux cadres du parti UNIR, avec à leur tête le Chef de l'Etat, pour rencontrer les populations et leurs militants de la région maritime, dans son chef-lieu à Tsévié. C'est un Stade Docteur KAOLO archi comble doublé d'un Centre Communautaire (de la ville) totalement englouti de monde, qui ont servi de cadre de sensibilisation aux idéaux du nouveau parti politique porté sur les fonds baptismaux le 14 Avril dernier à Atakpamé, après la dissolution du RPT à Blitta. C'est une foule de militants vêtus aux couleurs blanche et bleue d'UNIR qui a réservé un accueil des plus chaleureux à la délégation qui parcourt depuis un mois le pays pour semer les graines de l'Union Pour la

République. Les associations de femmes, les regroupements de jeunes et de nombreux cadres des préfectures de Vo, du Zio et des Lacs étaient à cette rencontre. Plusieurs échanges ont eu lieu en privé avec le Chef de l'Etat qui a consacré son temps pour écouter et répondre aux préoccupations des populations. Cette démarche des plus originales est le témoin qu'une autre dynamique s'annonce et promet une implantation et une adhésion massive aux idéaux qui sous-tendent l'avènement de cette nouvelle formation politique. L'étape de la Région Maritime s'est achevée par un concert géant qui a plongé la ville de Tsévié dans l'ambiance festive de l'Ascension du Christ.

Germain POULI

Les raisons d'un improbable consensus sur

l'amélioration du cadre électoral LES LEGISLATIVES 2012, PLUS QU'UNE REDOUTABLE EPREUVE POUR **CERTAINES FORMATIONS POLITIQUES**



En Octobre 2012, le Togo devra élire les nouveaux députés qui participeront au renouvellement de l'Assemblée Nationale qui boucle ainsi son mandat de cinq ans. Si cette élection se déroule selon les normes de transparence et de crédibilité, le Togo pourra se targuer d'être effectivement entré dans la sphère, de moins en moins cohérente, des pays africains aux traditions démocratiques en phase d'encrage avancé. Les deux précédentes élections d'octobre 2007 et de mars 2012, ont sorti le pays du labyrinthe des nations peu recommandables sur le plan démocratique à la suite du respect des 22 Engagements et de la mise en œuvre de l'Accord Politique Global dont les suites applicables demeurent encore les reformes consensuelles des institutions et de la constitution. Ajouté à cela, la nécessité de l'amélioration du cadre électoral suite aux observations successives des Missions d'Observation de l'Union Européenne. Toutes ses réformes et avancées qui devaient s'organiser au sein d'un dialogue inter-togolais ont finalement du mal à se concrétiser dans cette dernière ligne droite vers les législatives d'Octobre prochain. Le CPDC, le second cadre tripartite et l'échec annoncé des nouvelles discussions ouvertes depuis le début de la semaine à la Primature au sujet du projet de Code électoral, sont les prémices d'un improbable consensus sur l'amélioration du cadre électoral.

De la contestation des discussions aux réels problèmes d'implantation et d'impréparation

Si la première pomme de discorde qui empêche les discussions en vue des réformes consensuelles est le CPDC issu de l'APG et dont la recomposition a été opérée par le Chef de l'Etat en parfaite concordance avec le souhait de la Mission d'Observation de l'UE qui a proposé suite aux législatives de 2007, d'ouvrir le cadre aux partis ayant obtenu au moins 1%, le vrai enjeu aujourd'hui est la conséquence d'un accord vite obtenu à la suite des discussions. Aller aux élections dans un environnement politique actuel est suicidaire pour plusieurs partis politiques. Les plus vieux qui n'avaient pas vu la résurrection consacrée du RPT en 2007, éprouvent d'énormes difficultés pour se repositionner auprès des électeurs désabusés et de plus en plus forcés de reconnaître les prouesses du camp adverse. Les nouveaux partis politiques généralement nés des scissions avec des formations mères n'ont pas encore résolu leurs problèmes d'implantation nationale. Et pour les moyennes formations politiques, les moins ambitieuses, anciennes

ou non, et forcément parties avec un péché originel de la non représentativité effective, les prochaines élections s'annoncent comme une autre mort, celle-là même qui les a, pendant longtemps, exclues du débat politique jusqu'à la rénovation du CPDC. Alors que certaines, comme la CDPA, qui veulent se donner une chance d'être présentes à la prochaine Assemblée Nationale, réclament le retour au scrutin uninominal, les autres s'illustrent beaucoup plus au gré du vent en soufflant le chaud et le froid, de toute façon elles n'ont plus rien à perdre

La crainte née de la précampagne d'UNIR et du déploiement de l'UFC à l'intérieur du Togo

Depuis quelques semaines et en prévision des législatives prochaines, plusieurs partis politiques de l'opposition se sont lancés dans la conquête de l'électorat à travers le pays. Ces tournées d'échanges et de sensibilisation, même si, elles se suivent, n'ont pas la même envergure en ce qui concerne les localités visitées et les mobilisations consécutives. Seule l'UFC a réussi un parcours national digne de ce nom avec comme objectif principal la remobilisation des troupes qu'elle partage forcément avec l'ANC. L'addition a été corsée pour l'opposition depuis le 14 Avril avec la dissolution du RPT et l'avènement d'UNIR, le nouveau parti du Président Faure qui ne cache pas ses velléités de débauchage des cadres et militants de l'opposition. Me Agboyibo n'a pas manqué de prévenir ses amis de ce danger qui guettent sans exclusive toutes les formations de l'opposition.

La collision d'intérêts autour du redécoupage

Ajouté à ces craintes et cet environnement politique de moins en moins favorable pour l'opposition, les éventuels achoppements sur le redécoupage électoral tel qu'envisagé par la plupart des acteurs politiques. Actualisé sur les intérêts partisans et l'idée peut-être erronée des fiefs d'antan, le redécoupage électoral est l'objet des propositions les plus saugrenues, introduites justes pour compliquer le débats et se donner les marges de boycott.

L'arme du boycott déjà fatalement aiguisée

La vérité c'est que les prochaines législatives sont une redoutable épreuve à laquelle plusieurs partis politiques éviteraient volontiers de prendre part. Certains par peur de se ridiculiser comme en 2007, d'autres pour ne pas participer à des consultations desquelles sortira le Chef de l'Etat plus ragaillardi par ses succès sur les terrains de l'apaisement, de la reconstruction et de la rupture annoncée avec UNIR. Partagée entre le boycott et la participation à la dernière minute, l'opposition joue à nouveau en position de boycott, un rôle qui lui a suffisamment créé des ennuis par le passé. Dans certaines formations comme l'ANC, l'arme du boycott se présente déjà comme un couteau à double tranchant qui risque de divisé un parti fraîchement né d'une division. 2012 n'est pas une année facile pour l'opposition togolaise.

Germain POULI

Grande rencontre d'information et de sensibilisation en faveur des femmes LA SYNERGIE D'ACTIONS POUR L'EQUITE **GENRE A KARA CE 19 MAI 201Ž**

La ville de Kara accueillera demain Samedi 19 mai 2012, une importante rencontre d'information et de sensibilisation sur la thématique : Pour un problème, un enjeu, un défi. C'est le Palais des Congrès de Kara qui offrira son cadre à cette grande rencontre organisée par l'association Synergie d'Actions pour l'Equité Genre et qui se tiendra en une iournée. Sous ce thème générique, l'association abordera des sousthèmes comme : « Etre femme chef d'entreprise, femme commerçante, est-ce un mythe? », « Qui peut-être membre de la Chambre de



Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) ? » et « Se formaliser est-il un atout ou un inconvénient ? ». Au travers de ces questions, la Synergie

vise à décupler l'énergie des femmes et à les pousser au dépassement de soi, à l'organisation pour la conquête des postes de responsabilités dans l'un des secteurs dans lesquels elles sont les plus actives : le commerce.

Il faut noter que la Synergie d'Actions pour l'Equité Genre est une association qui milite pour donner aux femmes toutes les chances nécessaires pour réussir. Elle est un organe consultatif à la disposition de toute institution qui désire s'investir dans le social et surtout en faveur de

La Rédaction

Enregistrement de titre foncier au Togo DES RECOMMANDATIONS **POUR LA RÉSOLUTION DES LITIGES FONCIERS**



La majorité des problèmes qui arrive devant la justice togolaise sont essentiellement des problèmes fonciers. Pour chercher une approche de solution à ce problème qui se généralise, un document qui va servir de feuille de route pour la résolution des problèmes fonciers a été soumis à validation ce mercredi à Lomé. Ce document a fait objet d'un atelier organisé par le ministère de l'économie et des finances avec le soutien financier de la Banque Mondiale. Les travaux ouverts par le directeur de cabinet du ministère de l'économie et des finances, M. Kokou Djossou vont permettre aux participants d'examiner et valider le rapport sur l'enregistrement des titres fonciers au Togo. Le rapport soumis à validation porte sur une étude diagnostique réalisée en 2011 sur l'enregistrement des titres fonciers au Togo.

Acheter un terrain au Togo n'est pas un problème mais le faire enregistrer et avoir son titre foncier est un parcours de combattant. Et selon l'étude diagnostic contenue dans le rapport, un nombre peu élevé de propriétaires ont enregistré leurs maisons pour cause des coûts trop élevés. Le manque d'engouement pour l'enregistrement s'explique également par le fait que le système d'enregistrement du foncier souffre de plusieurs tares dont les principales sont : une administration très peu modernisée avec une prédominance des supports papiers, le sous-équipement en terme de technologique de l'information, etc. Pour le directeur de cabinet du ministère des finances et de l'économie, le règlement des problèmes liés au foncier est l'une des préoccupations du gouvernement, car le titre foncier est un instrument privilégié utilisé comme garantie pour le financement des activités productrices du secteur privé. « Le rapport fait l'état des lieux mettant en exergue les principaux

défis à relever en vue de l'accélération de l'acquisition du titre foncier. Il nous revient d'aboutir à des recommandations dont la mise en œuvre permettra de régler définitivement les litiges fonciers », a indiqué M. Djossou. Les séminaristes ont réfléchi sur des recommandations qui doivent permettre à terme de régler les litiges liés au titre foncier. Hervé Assah, le représentant résident de la Banque Mondiale était présent à cette cérémonie. Pour lui, ce rapport vise l'amélioration de l'enregistrement et la validation des titres fonciers au Togo. « Le rapport a pris en compte l'ensemble des observations transmises par le ministère des Finances. Il propose également, sur la base d'un diagnostic complémentaire réalisé en 2012, des recommandations susceptibles d'être consignées dans un plan d'action opérationnel », a-t-il précisé. Le Togo est l'un des pays de la sous-région qui est confronté depuis des années à ce problème lié au transfert de titre foncier. En dehors des conflits entre les collectivités et des communautés sur la question de titre foncier, on assiste à des tracasseries, de la surenchère sur les terrains dans la capitale et dans les localités environnantes. Des faits auxquels on assiste impuissant. Même des titres fonciers délivrés par les services de l'Etat sont régulièrement attaqués par des individus devant la justice à la suite des doubles ventes qui ont cours actuellement dans la capitale. D'où l'importance de ces types de rapport qui doivent permettre à l'Etat d'adapter l'enregistrement des titres fonciers à la réalité pour éviter les doubles ventes et les autres problèmes liés au titre foncier. C'est à ce prix qu'on peut inciter les propriétaires à faire enregistrer leurs maisons et terrains avec la garantie de l'Etat.

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI COMITÉ DE RÉDACTION Didier ASSOGBA Patrick NIMA Paul KATASSOLI SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITE Aïssata TOURE SECRÉTARIAT Carole AGHEY Rose NYUIADZI INFOGRAPHIE AHIABLE Raphaël CARICATURE

DODZI Tel: 22 36 18 56 ADRESSE 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoé face Ets VINS D'ITALIE Tél.: 22 61 12 19 /22 36 18 56 90 02 76 54 E-mail: togoreveil@togoreveil.info TIRAGE 4000 Exemplaires IMPRIMERIE Service Compris

Le Civisme Aujourd'hui

JE SUIS TOGOLAIS POUR LE TRAVAIL, LA LIBERTE ET MA PATRIE

Le Togo comme tous les autres pays du monde a une devise. C'est « Travail-Liberté-Patrie ». Trois mots qui doivent à chaque instant sous-tendre les actions et des gouvernants et des citoyens. Depuis la période coloniale, le peuple togolais est reconnu comme un peuple travailleur. Le Togo a même été une colonie modèle sous l'administration coloniale allemande. Pour le développement de notre nation, chaque citoyen est obligé de travailler. Il est reconnu d'ailleurs que le travail libère l'être humain de trois grands maux que sont le vice, l'ennui et la pauvreté. C'est d'ailleurs à juste titre que notre devise nous appelle au travail. Le travail est le chemin qui mène

à la liberté. Quelqu'un qui ne travaille pas est obligé de vivre sous la domination de celui qui le supporte. C'est pour sortir de cette situation que notre devise nous appelle à travailler pour avoir la liberté d'abord de soi et d'assurer la souveraineté de la nation togolaise. La liberté n'est qu'une résultante du travail. Travail et liberté sont donc deux mots qui sont liés en tel sens que qui travaille est libre de ses actions et se libère des besoins et des problèmes. De la liberté de chacun grâce au travail et de



son affranchissement par rapport à la pauvreté dépend le développement du pays. En tant que Togolais, nous sommes appelés à respecter ses mots qui ont des vertus de souveraineté d'un Etat indépendant qui se

Nous devons à chaque fois nous rappeler de la devise de la mère patrie. Travail-Liberté-Patrie doit être une seule notion qui doit guider nos pas dans toutes nos actions. En tant que togolais, nous devons travailler pour devenir libres et nous afficher comme tels au nom du patriotisme. La notion du patriotisme doit nous permettre de nous sentir à chaque fois attachés à une nation, à la nation togolaise. Travail-Liberté-Patrie est notre devise et doit transparaître dans notre manière de vivre. Togolais, souviens-toi donc à chaque instant de la devise de la mère patrie, ceci fera de toi un vrai patriote.

La Rédaction

Le CTOP réfléchit à la participation de ses membres au PNIASA

600 MILLIONS DE FCFA POUR RAMENER LES FEMMES ET LES JEUNES À L'AGRICULTURE

Une trentaine d'organisations paysannes se sont retrouvées à Lomé du 15 au 16 mai dernier pour réfléchir sur la participation de la jeunesse et de la femme rurale au développement agricole du Togo. Pendant deux jours, la rencontre a permis aux femmes d'évaluer les premiers résultats dans la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), et réfléchir sur les différents problèmes que les femmes rencontrent dans le secteur agricole pour tenter d'y remédier. C'est sous le thème : « Quelle sera la participation de la jeunesse et de la femme rurale au développement agricole au Togo? » que s'est tenue cette rencontre de deux jours.

Il y a seulement trois mois que le Togo a lancé officiellement son programme phare pour le développement agricole qui est le Programme National pour l'Investissement Agricole et pour la Sécurité Alimentaire (PNIASA). Une place de choix est exclusivement réservée aux femmes et aux jeunes dans sa mise en œuvre. Pour preuve, les principaux bénéficiaires du PADAT qui est un sous programme du PNIASA sont en majorité les femmes et les jeunes. Dans ce programme, les femmes représentent 50% des bénéficiaires alors que les jeunes eux

représentent 40%. La rencontre de Lomé qui est initiée par la Coordination des organisations paysannes et Producteurs agricoles (CTOP), devait permettre aux organisateurs de définir des stratégies pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes d'une part, et de faire approprier les politiques et programmes en cours dans le PADAT, le PASA et le PPAO d'autre part. « Dans la mise en œuvre du PADAT, les premiers constats démontrent que beaucoup reste à faire pour permettre aux femmes et aux jeunes de marquer leur présence dans la mise en œuvre du PNIASA » a indiqué Frédéric Batawi, coordinateur du CTOP.

Le renforcement de la participation de ces deux couches importantes de la population togolaise à l'activité agricole nécessite des moyens financiers. C'est pour ce faire que le CTOP a signé un partenariat avec des coopératives italiennes qui mettront à la disposition des six régions économiques du Togo, une enveloppe de 600 millions de francs CFA. Cet argent sera prêté particulièrement aux femmes et aux jeunes des milieux ruraux à un taux d'intérêt de 8%.

Didier ASSOGBA



COMMUNIQUE DE LA CEET

LA Direction Générale de la CEET informe sont aimable clientèle de la ville de Lomé que, pour des raisons techniques, certains clients n'ont pas été relevés et n'ont pas reçu à temps leurs factures du mois de mars 2012.

A cet effet, toutes les dispositions sont prises pour que la facturation soit effectuée au prorata mensuel. Pour toute réclamation liée à ces cas, les clients concernés sont priés de s'adresser à leur agence respective.

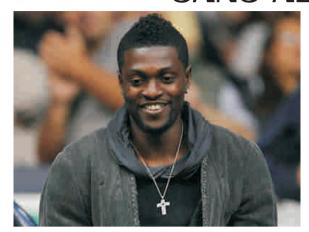
La Direction Générale de la CEET présente ses excuses aux clients concernés pour le désagrément et les remercie pour leur bonne compréhension.

LA DIRECTION GENERALE



Reprise des éliminatoires CAN 2013 et Mondial 2014 en juin prochain

LES EPERVIERS DE NOUVEAU SANS ADÉBAYOR



Didier Six et ses patrons de la Fédération Togolaise de Football ont du souci à se faire. Le Togo dispute le mois prochain trois matchs importants dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2013 et du Mondial 2014. L'équipe des Eperviers qui peine à retrouver ses marques depuis l'attaque de Cabinda, va disputer trois grandes rencontres pour sa survie dans le football continental et mondial pour les années à venir entre le 3 et le 15 juin. La sélection togolaise tarde à entamer les préparations de ces matchs. Un manque d'ambition qui commence par irriter certains cadres qui ne veulent plus participer aux matchs des Eperviers dans les conditions actuelles. Didier Six qui pense faire de bons résultats pour garder jalousement son poste vient d'enregistrer une grande défection.

C'est depuis la semaine dernière que le technicien français et la Fédération Togolaise de Football ont sorti une liste de 35 joueurs présélectionnés pour les trois matchs de juin. Parmi ces 35 joueurs figure naturellement Emmanuel Shéyi Adébayor. Pendant que plusieurs sélections nationales ont établi des programmes cohérents de préparation avant l'entame des éliminatoires le 3 juin, les autorités sportives togolaises baignent de nouveau dans leur

improvisation et leur impréparation qui ne paient plus dans le sport de haut niveau. Même le match international amical de préparation qui devait se dérouler au Maroc n'est toujours pas arrêté. Des choses qui ne plaisent pas toujours aux grands joueurs habitués au sport de haut niveau et qui évoluent dans de grands clubs européens. Le Togo se doit de remonter son retard d'un but face aux Harembee stars le 15 juin pour espérer continuer les éliminatoires. Un match assez difficile qui va suivre deux grandes explications que sont Togo-Libye le 3 juin et RD Congo-Togo le 10 juin. Une équation difficile qui nécessite un regroupement des joueurs pour la mise en place d'une équipe battante. L'absence de ces conditions ne rassure pas Emmanuel Adébayor qui vient de décliner l'invitation de la FTF.

On se souvient que pendant deux ans, Shéyi Adébayor n'avait pas joué avec la sélection togolaise qui a de ce fait raté la CAN 2012. Revenu en sélection seulement en Novembre 2011, Adébayor n'aura joué qu'un seul match avant de constater que les conditions de préparation des matchs de l'équipe nationale par la FTF qui est elle-même minée par des querelles intestines n'ont pas évolué. L'attaquant international togolais qui vient de réaliser une saison assez bien avec les Spurs de Tottenham dans La Premier League anglaise vient de faire savoir qu'il ne participera pas aux trois matchs que les Eperviers disputent en Juin prochain. Les Eperviers qui ont certainement besoin de la présence de ce coéquipier qui inspire plusieurs d'entre eux devront de nouveau évoluer sans lui si la FTF ne revoit pas les conditions de préparation des matchs avant juin. Adébayor motive sa décision par le manque de sérieux autour du staff technique qui encadre la sélection, l'improvisation et l'impréparation continues auxquelles on assiste à chaque fois que le Togo a un match.

Didier ASSOGBA

Nouvelle stratégie sécuritaire de Shell Togo en faveur des motocyclistes PIEDS A TERRE AVANT TOUTE OPERATION D'ACHAT DE CARBURANT



Pour éviter les désagréments que ses clients pourraient rencontrer au cours des opérations d'achat de carburant qui tourneraient mal, Shell Togo, à l'instar des ses autres filiales en Afrique, oblige dorénavant les motocyclistes à mettre les pieds à terre, expression qui signifie descendre de sa moto. En effet, c'est la nouvelle formule appliquée par ces stations de distribution de carburant à l'endroit

d'une catégorie de clients. Ils ont porté leur intérêt sur les motocyclistes et l'expliquent par le fait que ce sont les plus vulnérables en cas d'incendie dans une station d'essence. Ils sont d'ailleurs des sources potentielles d'incendie puis que dans la conception de leurs engins, le réservoir d'essence est situé au dessus du moteur. Alors, imaginez un seul instant que le réservoir soit perforé et que lors

d'une opération d'achat de carburant, une seule goutte atterrisse sur le moteur surchauffé. Par l'instauration de cette mesure, les clients de Shell garantissent leur sécurité puis qu'ils sont assis directement sur leur réservoir et en cas de problème, ils sont les premières victimes.

Il faut noter que cette initiative de Shell Togo n'est pas la première du genre, puis qu'au Ghana voisin, c'est dorénavant une attitude citoyenne inscrite dans le quotidien des peuples. Pour l'instant, l'accent est certes mis sur les motocyclistes car ce sont eux qui courent les plus grands risques mais les conducteurs de véhicules ne sont pas épargnés en cas de danger. Même si leurs engins sont mieux conçus, ils doivent avoir en tête que le feu et l'essence ne font pas bon ménage et comme le disait Johny Halliday, « il suffira d'une étincelle pour allumer le feu ».

Paul Katassoli

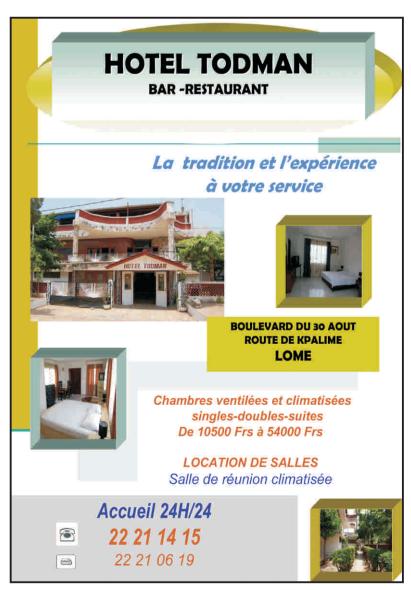
Promotion de la danse «Cool Catché» TOGOTELECOM ET TOOFAN LANCENT UNE TOURNÉE NATIONALE



La maison de référence de téléphonie mobile, Togotélécom en collaboration avec le groupe Toofan organisent une tournée dénommée « Tournée nationale Cool Catché-M'Fri » qui a d'ailleurs déjà commencé. Cette tournée qui est subdivisée en trois phases consiste à organiser un concours de dance du «Cool Catché ». La première phase se tient à Dapaong, Sokodé et Kara respectivement les 16, 18 et 19 mai prochain, la deuxième se déroule les 23, 24, et 25 juin à Atakpamé, Tsévié et Kpalimé. La troisième phase se passera au centre aéré de la BCEAO le 27 juin et à Vakpossito le 28 juin. A l'issue de cette tournée nationale, 10 groupes de trois Coolcatcheurs à raison de 1 groupe par zone seront retenus pour les demi-finales qui vont se dérouler en période des évalas à Kara. A l'issu de la demi-finale, deux groupes seront primés après leur prestation à l'occasion d'un grand concert Cool Catché prévu pour le 12 août prochain au stade de Kégué. Au cours de ce grand concert, 5 artistes de ce concept vont prester en première partie et la seconde sera réservée aux fils du vent qui vont livrer en live le répertoire de leur quatrième album, « Virus ». C'est par une conférence de presse qui s'est tenue le 14 mai dernier à l'hôtel

C'est par une conférence de presse qui s'est tenue le 14 mai dernier à l'hôtel lbis que Togotélécom et Toofan ont donné plus de détails sur cette tournée et le déroulement dudit concours. Pour le représentant de Togotélécom M. Serge Egbaré, ce Concept doit être vulgarisé et c'est tout naturellement que sa société qui accompagne le groupe Toofan depuis 2007 a décidé une fois encore de populariser cette dance à travers Hélim et ses composantes. A entendre Master Just, Le Cool Catché aujourd'hui a besoin d'identité nationale et doit être togolais avant de s'exporter vers les autres pays. Cette tournée nationale permettra alors aux jeunes de s'intéresser vraiment à ce concept histoire d'assurer sa pérennisation. Les fils du vent vont également profiter de cette tournée pour visiter des écoles et partager leur expérience positive dans l'utilisation des différents produits de leur partenaire.

London KAWANA (stagiaire)





Gestion Electronique de Documents

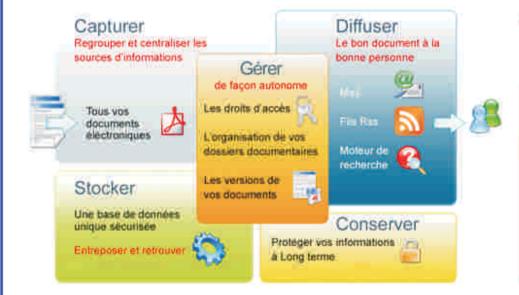
Zéro papier • Gain de place • Gain de productivité

Un choix écologique & économique

Numérisez vos documents papiers Sauvegardez-les sur Supports optiques (DVD/HDD) Gagnez du temps et de l'espace







Archivage de documents papiers / Archivage de courriers électroniques (email) / Archivage de FAX

Circuit de validation documentaire (workflow) / Gestion électronique de documents (GED) / Archivage par reconnaissance de codes à barres / Archivage par Lecture Automatique de Documents (LAD)









Kodak



KOFAX

01 BP 4053 Lomé - TOGO • Rue 320 Hédzranawoé • E-mail : info@groupeafriatech.com Web : www.groupeafriatech.com • Tél. : +228 22 61 60 71 • Fax : +228 22 61 60 72